



oeconomicus

Suivre @oeconomicus_fr

Le journal

Nous rejoindre

Analyses

Perspectives économiques

Interviews

Les débats de la recherche éco

Les incidences de l'évasion fiscale des ménages sur les inégalités économiques

par **Joachim Schwartz** — 17 avril 2024 dans Perspectives économiques

 0



AUTEUR **Joachim Schwartz**

FORMAT **Perspectives économiques**

DATE **14 avril 2024**



La littérature économique de ces dernières années a vu croître le nombre de travaux portant aussi bien sur les inégalités que sur l'évasion fiscale. Que nous enseigne-t-elle à propos des répercussions de l'évasion fiscale des ménages sur la mesure des inégalités ?

Suivre @oeconomicus_fr

En 1817, **Ricardo** définissait l'économie comme « *l'étude des lois de la répartition du revenu entre les classes* » (1). Bien que cette perception au fondement même de la discipline économique fut marginale au cours d'un XXème siècle dominé par les penseurs de l'équilibre, elle est depuis revenue sur le devant de la scène, entre autres à travers les travaux d'**Anthony Atkinson, Branco Milanović ou Thomas Piketty**. L'étude de l'évasion fiscale comme possible moteur des inégalités économiques a quant à elle fait son apparition plus tardivement dans la littérature, portée par la médiatisation d'économistes tels que **Gabriel Zucman** (ancien doctorant de Thomas Piketty), récipiendaire en 2023 de la prestigieuse médaille John Bates Clark. Dans une interview pour *Le Monde*, datée de 2017, G. Zucman déclarait que « *l'évasion fiscale est non seulement injuste mais augmente aussi les inégalités* » (2).

La littérature présentée ci-dessous se restreint à l'évasion fiscale des ménages, soit des citoyens d'un pays qui placent leur patrimoine financier à l'étranger – souvent dans des paradis fiscaux – sans le déclarer, et perçoivent des revenus grâce à ces placements. L'évasion fiscale des entreprises n'est pas prise en compte, elle est étudiée par un autre pan de la littérature.

Le lien entre évasion fiscale et inégalités économiques est triple (3). L'évasion fiscale est d'abord inégalitaire en elle-même, puisqu'elle est majoritairement l'affaire des ménages les plus aisés. De plus, l'évasion fiscale conduit à sous-estimer les indicateurs d'inégalités, construits dans la grande majorité des cas à partir de données fiscales. Enfin, le patrimoine placé à l'étranger et non déclaré aux administrations fiscales, ainsi que les revenus qui en sont générés, privent l'Etat de recettes fiscales qui pourraient en partie être utilisées pour les politiques de redistribution.

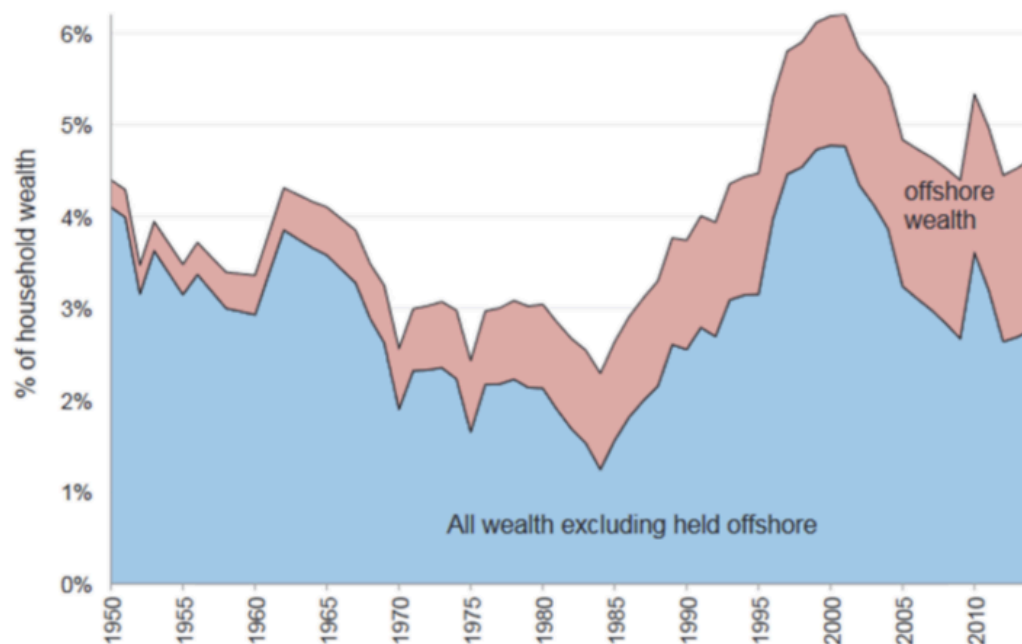
L'évasion fiscale provient en majorité des très hauts patrimoines

L'un des articles majeurs sur le sujet est l'étude de **Alstadsæter, Johannesen et Zucman** publiée en 2019 dans l'*American Economic Review* sous le titre évocateur de « *Tax evasion and Inequality* » (3) (« L'évasion fiscale et les inégalités »). En regroupant les données des « Panama Papers » et des « Swiss Leaks » de la banque HSBC avec des données d'amnisties fiscales en Norvège, en Suède, et au Danemark, les auteurs calculent la part de la richesse *offshore* détenue par le haut de la distribution du patrimoine. Il

apparaît que l'évasion fiscale est l'affaire des (très) riches : sur les 46 milliards de dollars que représentait la richesse *offshore* pour les pays scandinaves en 2007, les 0.1% les plus riches en détenaient 80%. Dans un article de 2021, Javier Ávila-Mahecha et Juliana Londoño-Vélez trouvent des résultats similaires pour la Colombie : deux-tiers des 0.01% les plus aisés seraient concernés par l'évasion fiscale (4). Et c'est justement parce que l'évasion fiscale est presque exclusivement réservée aux très riches qu'elle a des effets conséquents sur les inégalités économiques. Le refus d'une partie du haut de la distribution de consentir à l'impôt érode la progressivité effective du système fiscal. En effet, bien que l'évasion fiscale ne change évidemment pas les taux d'imposition appliqués à l'ensemble de la distribution, elle implique assez trivialement que ceux qui la pratiquent payent moins d'impôts que ce qu'ils devraient pour rendre le système effectivement progressif. Ainsi, Zucman et ses coauteurs estiment que les 0.01% des ménages ayant le patrimoine le plus élevé évadent environ 25% de leurs impôts normalement dus.

Des indicateurs d'inégalités sous-estimés

Connaître la distribution de la richesse *offshore* permet d'ajuster les indicateurs d'inégalités existants afin de prendre en compte l'évasion fiscale des ménages. Dans un second article, intitulé « Who owns the wealth in tax havens? Macro evidence and implications for global inequality » (5), Alstadsæter, Johannesen et Zucman calculent la part de la richesse *offshore* détenue par certains pays (dont la France, la Russie ou les Etats-Unis), appliquent la distribution de la richesse *offshore* trouvée pour les pays scandinaves et déterminent des indicateurs d'inégalités ajustés. La part de la richesse détenue par le haut de la distribution augmente significativement dans tous les pays lorsque la richesse *offshore* est prise en compte. Mathématiquement, l'évasion fiscale des plus aisés implique que l'ensemble des indicateurs d'inégalités sous-estiment la richesse détenue par le haut de la distribution. Le graphique suivant illustre les résultats pour les 0.01% des ménages les plus aisés en France, entre 1950 et 2014.



Part de la richesse détenue par les 0.01% des ménages les plus riches en France.

Note : En bleu, la part de la richesse détenue par les 0.01% les plus riches sans prendre en compte l'évasion fiscale. En rouge, la part, dans la totalité de la richesse des ménages, de la richesse offshore détenue par les 0.01% les plus riches. La somme des deux donne la part réelle de la richesse détenue par les 0.01%.

L'effet sur les inégalités n'est pas toujours aussi marqué. Dans un article récent, également publié dans le *Journal of Public Economics*, et portant sur des amnisties fiscales aux Pays-Bas (6), la prise en compte du patrimoine *offshore* a des effets plus modestes sur les parts de la richesse totale des ménages détenues par le haut de la distribution. Les auteurs expliquent en effet que l'essentiel de la richesse *offshore*, bien que toujours concentrée dans le haut de la distribution, est détenue majoritairement par les ménages situés entre le 90ème et le 99ème percentile. Ces résultats suggèrent que « **la distribution de l'évasion fiscale dépend fortement du cadre institutionnel et géographique du pays considéré** ».

Jusqu'ici, il semble que peu a été fait à propos des conséquences des revenus générés par le patrimoine financier *offshore* sur les inégalités de revenus. En utilisant un taux de rendement moyen (afin d'identifier les revenus générés par le patrimoine financier à travers des taux d'intérêt), et en faisant une nouvelle fois l'hypothèse que la distribution de l'évasion fiscale soit la même pour la France que pour les pays scandinaves, il serait possible de réajuster les inégalités de revenus. La part du revenu total des ménages détenue par les plus hauts revenus devrait augmenter aussi, mais dans une moindre mesure, les inégalités de revenu étant moins marquées que les inégalités de patrimoine.

Une richesse extorquée au reste de la société ?

L'évasion fiscale des ménages prive l'Etat de recettes fiscales et peut faire porter le poids des politiques de redistribution sur des ménages plus modestes. Jusqu'à présent, et à notre connaissance, peu de travaux se sont penchés avec précision sur ce second effet afin de le quantifier. Dans un article théorique de 2016, Florence Arestoff et Jean-François Jacques évaluent les conséquences de l'évasion fiscale sur les politiques éducatives (7). Grâce à un modèle avec deux catégories d'agents – les « riches » et les « pauvres », ils montrent que **l'évasion fiscale induit une augmentation du taux d'imposition qui s'applique aux plus pauvres. Pour compenser le manque de recettes fiscales dû à des agents « riches » qui se déclarent être « pauvres », l'Etat augmente son taux d'imposition.** Des modèles issus de la théorie de la taxation optimale essaient quant à eux de prendre en compte l'évasion fiscale

afin d'identifier les conséquences d'un changement du taux de taxation qui s'applique aux plus hauts revenus (8).

De nombreuses études, académiques ou non, ont cherché à mesurer le coût de l'évasion fiscale pour l'Etat français en estimant les pertes de recettes fiscales. Bien que les estimations évoluent selon le type d'évasion fiscale considéré – certaines études élargissent l'évasion fiscale prise en compte et ne se limitent pas au patrimoine financier *offshore* des ménages, les pertes de recettes fiscales se comptent à coup sûr en dizaine de milliards d'euros chaque année. Des milliards qui pourraient servir à payer la charge de la dette, à financer nos services publics, ou qui pourraient profiter aux ménages les plus modestes selon le mécanisme de redistribution verticale.

L'évasion fiscale des très hauts patrimoines diminue l'équité de notre système fiscal, pourtant pierre angulaire de l'Etat social. Elle risque d'affaiblir la représentation qu'ont les citoyens en un système d'impôts juste (3), tout autant qu'elle questionne leur consentement à l'impôt. Une littérature plus théorique cherche ainsi à identifier les causes de l'évasion fiscale. Bien que son ampleur dépende assez logiquement des caractéristiques du pays étudié, c'est un sujet que la recherche académique et les pouvoirs publics ne doivent plus sous-estimer. De ce point de vue, la création en 2021 de l'Observatoire européen de la fiscalité, un laboratoire de recherche rattaché à l'École d'économie de Paris et dirigé par Gabriel Zucman, constitue une avancée notable (9).

Bibliographie :

- (1) D. Ricardo, *On the Principles of Political Economy and Taxation*, 1817.
- (2) *Le Monde*, 7 novembre 2017, « L'évasion fiscale est non seulement injuste mais augmente aussi les inégalités ». Accessible à : https://www.lemonde.fr/paradise-papers/article/2017/11/07/gabriel-zucman-l-evasion-fiscale-est-non-seulement-injuste-mais-augmente-aussi-les-inegalites_5211586_5209585.html
- (3) A. Alstadsæter, N. Johannesen, G. Zucman, "Tax Evasion and Inequality", *American Economic Review*, 2019.
- (4) J. Londoño-Vélez, J. Ávila-Mahecha, "Enforcing wealth taxes in the developing world: Quasi-experimental evidence from Colombia", *American Economic Review: Insights*, 2021.
- (5) A. Alstadsæter, N. Johannesen, G. Zucman, "Who owns the wealth in tax havens? Macro evidence and implications for global inequality", *Journal of Public Economics*, 2018.
- (6) W. Leenders, A. Lejour, S. Rabaté, M. Van't Riet, "Offshore tax evasion and wealth inequality: Evidence from a tax amnesty in the Netherlands", *Journal of Public Economics*, 2023.
- (7) F. Arestoff, J.-F. Jacques, « Politiques éducatives et évasion fiscale dans les pays en développement », *Revue d'économie politique*, 2016.
- (8) Voir par exemple T. Piketty, E. Saez, et S. Stantcheva, "Optimal taxation of top labor incomes: A tale of three elasticities", *American Economic Journal: Economic Policy*, 2014.
- (9) Voir par exemple le rapport annuel de l'UE Tax Observatory : A. Alstadsæter, S. Godar, P. Nicolaidis, & G. Zucman, *Global Tax Evasion Report 2024*.

Sujets

[evasion fiscale](#)[Inégalités](#)[Zucman](#)[Share](#)[Tweet](#)[Share](#)

Joachim Schwartz

Autres **Analyses**

Environnement et croissance économique sont-ils compatibles ?

par Max Pommier · 14 FÉVRIER 2024

Alors que nos politiques affirment que la croissance économique est compatible avec la protection de l'environnement, les débats autour de...



Quelles sont les causes et les conséquences économiques du changement climatique ?

par Max Pommier · 6 DÉCEMBRE 2023



Les impacts économiques du dérèglement
des temps, entraînant probablement une dé

Sous le voile de la progressivité : analyse de l'imposition des milliardaires et perspectives pour la politique fiscale française

par Souleymane Faye 26 OCTOBRE 2023

En 2016, bien que l'impôt sur le revenu
français (IR) présente une progressivité
pour la majeure partie de la
population,...



Agriculture Art Banques centrales BCE Chine chômage Climat
concurrence coronavirus Crise économique Croissance
Cryptomonnaie Dette publique Eclairage Economie internationale
Economie publique Energie Essai Finance histoire économique
Inflation Innovation Inégalités Keynes Macroéconomie
Marché du travail Marchés Microéconomie Musique Nucléaire
Point d'actualité Politique monétaire Politique économique Prix Nobel
Revue de livre Russie Synthèse Théorie Théorie des jeux
théorie économique Ukraine Version longue Zone euro Économétrie
économie du travail

Catégories

Analyses

Environnement

Europe

Finance

France

Industrie

Interviews

L'Actu

**Les Débats De La
Recherche Éco**

Livre

Monde

Notes

**Perspectives
Économiques**

Sciences Eco

Tribunes

Intranet

**CONNEXION
RÉDACTION**
CLIQUEZ-ICI